

Au jeu de la politique, tous les États ont la main lourde, et prétendre qu'ils l'aient légère c'est exiger, la plupart du temps, qu'ils ne jouent pas. Notre intérêt nous a dicté l'occupation de Tunis. Il ne faut pas qu'il nous aveugle au point de contester que celui de l'Italie en a reçu une atteinte. Nous avons pris une place que cette nation se réservait, précisément parce que de nombreux émigrants semblent y appeler son drapeau. Le temps a, du reste, mis sa patine sur l'amertume des ressentiments de 1881, et je ne crois pas qu'en ce qui touche Tunis les conditions d'un *ravvicinamento* aillent au-delà d'un *modus vivendi* qui ménage les intérêts de la colonie italienne.

Du reste la formule : *Tunis à l'Italie*, pour avoir séduit toute une génération et certainement préparé les voies à la Triple Alliance, n'en reste pas moins une formule, c'est-à-dire l'expression d'un système discutable et contingent. Le système revient à désigner un point sur la carte et à prétendre que *là seulement* l'Italie a des intérêts, que *là seulement* elle peut affirmer sa « vocation ». Ce n'est qu'une opinion, et, dans tous les cas, mo-